

Jean-Philippe Croteau

**Pensée et discours de l'Action française de
Montréal sur les Juifs (1917-1928) :
Une représentation marginale, mais persistante**

Résumé

L'antisémitisme notamment au sein du discours des revues et des quotidiens nationalistes canadiens-français a longtemps constitué le sujet privilégié des recherches en études juives au Québec. Or, L'Action française de Montréal, très influente surtout pendant l'entre-deux-guerres, n'a pas fait l'objet d'analyse de la part des historiens sur cette question. Au cours de cette recherche, nous avons répertorié les mentions sur les Juifs afin de cerner la place occupée par ces derniers dans la pensée, le discours et la doctrine de L'Action française entre 1917 et 1928. Il ressort de cette étude que les représentations sur les Juifs sont marginales comparées à l'ensemble du contenu de la revue. Elles n'influencent pas son discours de manière significative et participent peu à l'élaboration de sa doctrine. Toutefois, les mentions sur les Juifs notamment sur les questions de l'économie, du cinéma, du respect du dimanche et de l'immigration sont suffisamment récurrentes pour conclure à la persistance de préjugés à l'égard des Juifs tout au long de la période étudiée.

Abstract

Anti-semitism, particularly in the discourse of French-Canadian nationalist magazines and dailies, has long been the favoured subject for research in Jewish studies in Quebec. However, L'Action française in Montreal, very influential especially during the interwar period, has not been analyzed yet by historians on this question. During this research, the sources regarding Jews have been listed in order to identify their place occupied in the thought, the discourse and the doctrine of the Action française between 1917 and 1928. This study demonstrates that the representations on Jews are marginal compared to the overall content of the review. They do not influence its discourse significantly and participate little in the development of its doctrine. However, the references to the Jews, in particular on the questions of the economy, the cinema, respect for Sundays and immigration are sufficiently recurrent to conclude that prejudices against Jews are persistent during throughout the period studied.

De manière récurrente, la question de l'adhésion idéologique des élites canadiennes-françaises à l'antisémitisme et aux droites radicales resurgit sous la forme de débats polarisants comme en fait foi la controverse sur la station de métro Lionel-Groulx. À l'été 2020, une pétition a circulé demandant que la station de métro Lionel-Groulx soit rebaptisée en hommage au musicien afro-québécois, Oscar Peterson, qui a habité dans le quartier de la Petite-Bourgogne. La réaction ne s'est pas fait attendre avec la signature d'une autre pétition réclamant le maintien du nom original de la station de métro pour honorer la mémoire de l'historien nationaliste Lionel Groulx et saluer sa contribution à l'histoire de Montréal et du Québec. Si la controverse s'est soldée par le *statu quo* — l'administration municipale préférant ne

pas changer le nom de la station de métro —, elle nous révèle surtout la tension qui subsiste entre les représentations du passé enracinées dans l’imaginaire populaire et l’état actuel des connaissances historiques qui ont été faiblement mobilisées par les acteurs sociaux. Ainsi, la question de l’antisémitisme du chanoine Lionel Groulx, qui avait suscité la controverse à la fin des années 1980, s’est retrouvée à nouveau à l’avant-scène soulevant indirectement le même questionnement pour la revue nationaliste, dont il a été le directeur, *L’Action française* de Montréal¹.

Or, la question du discours de *L’Action française* sur les Juifs reste encore plus mal connue que celle de Lionel Groulx qui continue à susciter l’intérêt des chercheurs en histoire sur des sujets les plus divers². C’est pour combler cette lacune que cet article s’est proposé de mener la première recherche qui porte spécifiquement sur les représentations des Juifs dans le discours de *L’Action française*, dont une partie de son histoire reste très associée à la figure controversée de Lionel Groulx et des accusations d’antisémitisme qui pèsent sur lui.

Fondée à la fin des années 1910, *L’Action française* de Montréal s’est imposée comme un lieu de formation, de rassemblement et de réflexion pour les élites canadiennes-françaises qui s’interrogeaient sur le devenir d’une tradition nationale menacée selon elles par les répercussions de l’urbanisation et de l’industrialisation sur la société francophone de l’époque. L’historien Pierre Trépanier désigne le courant de pensée auquel appartient *L’Action française* sous le nom de nationalisme traditionaliste ou de droite nationaliste canadienne-française pour remplacer le terme plus péjoratif de clérico-nationalisme autrefois couramment employé par l’historiographie. Trépanier définit le traditionalisme comme un regard critique posé sur la transmission de la tradition nationale caractérisée par l’expérience, l’histoire et la culture d’une collectivité. Selon cet historien, loin de prôner un retour au passé ou à l’ordre ancien, les traditionalistes réfléchissent sur ce qu’il convient de préserver de la tradition nationale dans un monde en changement et de choisir les meilleurs moyens pour y parvenir³.

Ce courant de pensée, représenté aussi par des journaux comme *Le Devoir*, *L’Action sociale*, rebaptisé plus tard *L’Action catholique* et *Le Droit*, a eu une influence déterminante dans la vie politique et intellectuelle au Québec, de la fin du 19^e siècle jusqu’à l’après-guerre. Il se voit contesté après cette période par un néo-nationalisme favorable à la sécularisation et à une modernisation sociale et économique de la société canadienne-française en s’appuyant sur le rôle interventionniste de l’État provincial devenu à partir des années 1960 à la place de l’Église catholique le principal levier de développement collectif des Québécois francophones⁴.

Nous pourrions schématiser la pensée traditionaliste de *L’Action française* selon trois caractéristiques principales. Elle met de l’avant au début des années 1920 une doc-

trine destinée à préserver l'intégrité culturelle et religieuse des Canadiens français et qui est fondée sur la primauté de la foi catholique, l'importance de la langue française et des traditions, ainsi que le magistère de l'histoire. Elle ne s'oppose pas à la modernisation sociale et économique, mais les défis que posent l'industrialisation et l'urbanisation doivent trouver des solutions dans la culture, les traditions et l'expérience passée des Canadiens français. Enfin, *L'Action française* se méfie d'une certaine modernité et de ses manifestations (individualisme, utilitarisme, matérialisme, laïcisation des institutions, perte de sens national, indifférence religieuse, etc.), qui minent les fondements traditionnels de la nation.

En raison de son influence dans le champ intellectuel pendant la première partie de l'entre-deux-guerres, il nous apparaît que le discours de *L'Action française* constitue un miroir plutôt fidèle des principaux courants idéologiques qui régnaient alors au sein du nationalisme traditionaliste canadien-français. Par conséquent, l'étude de cette revue permet de prendre connaissance de l'accueil réservé par les milieux nationalistes traditionalistes aux différentes idées qui circulaient sur les Juifs au Québec pendant la première partie de l'entre-deux-guerres.

Rappelons que jusqu'ici de nombreux historiens se sont penchés sur l'histoire de la revue de *L'Action française*⁵, sa doctrine⁶, ses réseaux intellectuels⁷ ou sa vision des rapports entre le Québec et les minorités francophones de la diaspora⁸. Quelques auteurs ont abordé brièvement la question de l'antisémitisme pour relever la présence de préjugés antisémites dans *L'Action française* et montrer sa méfiance envers les changements sociaux en milieu urbain et l'émergence d'une modernité culturelle⁹. D'autres sont intervenus brièvement sur cette question surtout pour minimiser la part des articles dans *L'Action française* de Montréal et ainsi écarter l'idée que cette revue ait pu avoir un passé antisémite¹⁰. Certes, il ne fait pas de doute que les mentions sur les Juifs soient hautement marginales tout particulièrement si l'on compare à l'ensemble du contenu de la revue, mais peu de chercheurs sont allés au-delà du simple constat et tentés d'interpréter le discours de *L'Action française* sur les Juifs pour mieux comprendre sa pensée dans le cadre du contexte idéologique qui prévalait au Québec après la Première Guerre mondiale. Ce discours, même marginal, nous apparaît tout de même significatif puisqu'il renvoie au rapport idéologique que pouvait entretenir une partie des élites intellectuelles canadiennes-françaises avec la communauté juive par l'intermédiaire d'un ensemble d'idées reçues, de représentations et de préjugés favorables ou défavorables.

Dans cette recherche, nous avons examiné le déploiement des représentations sur les Juifs au sein de la pensée et du discours de *L'Action française* et tenté d'évaluer la place qu'elles occupaient dans la construction de sa doctrine nationaliste. Quelle est la part de ces représentations dans le discours de *L'Action française*? Comment ces représentations sont-elles mobilisées au sein de l'appareil idéologique de *L'Action*

française et à quelles fins ? Participent-elles dans une certaine mesure à structurer et façonner sa doctrine ou au contraire ont-elles peu d'effet sur l'évolution de la pensée de la revue ?

Pour répondre à ces questions, nous avons choisi de privilégier l'étude des représentations sociales plutôt que celle de l'antisémitisme. L'antisémitisme se définit essentiellement comme une manifestation de haine et d'hostilité envers le peuple juif. En général, les chercheurs font la différence entre l'antijudaïsme et l'antisémitisme moderne. Le premier est une opposition à la religion juive qui remonte au Moyen âge, voire même l'Antiquité, tandis que le second fait son apparition au 19^e siècle avec les théories biologiques et se montre hostile à la race juive¹¹. Pour l'auteur Saul Friedländer, il faut distinguer l'antisémitisme idéologique et culturel — ce qui comprendrait aussi l'antijudaïsme — qui peut tolérer le Juif à condition que celui-ci s'assimile à la société ou se convertit au christianisme et l'antisémitisme biologique pour qui les attributs du Juif sont héréditaires et ne peuvent s'effacer¹².

Le discours sur les Juifs a été abondamment étudié dans de nombreux travaux sur la presse canadienne-française de l'entre-deux-guerres qui cherchaient à mesurer le degré d'influence de l'antisémitisme dans la société canadienne-française, son enracinement, ainsi que sa participation à l'évolution des idées politiques au Québec¹³. Cette approche a été adoptée par les historiens québécois pour répondre en grande partie à certains travaux, écrits dans un contexte de controverse politique, qui affirmaient que l'opinion publique au Québec, pendant l'entre-deux-guerres, aurait été davantage défavorable et même plus hostile aux Juifs que dans le reste du pays majoritairement anglophone¹⁴.

Toutefois, cette approche pose problème à notre avis. En fondant leur enquête sur la place occupée par l'antisémitisme dans la pensée d'un journal ou d'une revue, ces analyses n'ont pas rendu compte dans toute leur complexité de la nature du rapport idéologique qu'entretenait la presse canadienne-française avec la communauté juive. À ce titre, l'étude des représentations sociales constitue une approche méthodologique prometteuse, car elle permet d'élargir le champ interprétatif qui ne se résume pas qu'à l'antisémitisme¹⁵.

La représentation sociale constitue une vision du monde partagée par un groupe d'individus qui perçoit la réalité et l'interprète comme un tout cohérent à partir d'un système de référence constitué de connaissances, de croyances, de valeurs, de normes et d'attitudes. La presse joue à ce titre un rôle capital dans la diffusion de ces représentations sociales, car elle propose sa propre lecture de la réalité en sélectionnant des images qui reflètent sa vision du monde et contribue de cette manière à la formation d'une opinion publique. Ainsi, l'étude des représentations sociales au sein de la presse examine les figures, les perceptions et les imaginaires sur un groupe qui

peuvent prendre une forme prédominante ou marginale dans un discours, mais aussi positive, négative et neutre. Elle permet d'identifier, non seulement les prises de position à l'endroit d'un groupe ou d'une collectivité, mais aussi les passages plus subtils qui, bien qu'ils ne soient pas nécessairement déterminants dans la construction d'un discours, contribuent par leur fréquence à imprégner la pensée d'un journal ou d'une revue et à influencer son orientation idéologique.

Pour réaliser cette recherche, nous avons répertorié tous les textes de *L'Action française* entre 1917 et 1927 et ceux de *L'Action canadienne-française* au cours de l'année 1928 qui font référence aux Juifs en utilisant les mots clés suivants : *communauté juive*, *Juif (s)*, *Juive (s)*, *juiverie*, *judéo*, *israélite (s)*, *sémite (s)* et *sémitique (s)*. Ils ont ensuite été classés en fonction de catégories positives, négatives ou neutres selon l'orientation prédominante du contenu, mais aussi le contexte général du texte étudié (voir exemples dans le tableau 1 à l'annexe)⁶.

Les mentions positives constituent souvent un portrait flatteur ou avantageux brossé par les auteurs à l'égard des Juifs qui exprime l'envie ou l'admiration. Elles saluent aussi une contribution ou une réalisation importante de la communauté juive. Enfin, elles font état de qualités ou de vertus que possèdent les Juifs sur le plan individuel ou collectif, dont les Canadiens français devraient s'inspirer. Les mentions négatives peuvent s'exprimer de manière subtile ou plus directe. Elles sont constituées d'allusions malveillantes, de commentaires désobligeants, de remarques ironiques et d'affirmations méprisantes ou hostiles à l'endroit des Juifs. Les mentions neutres, quant à elles, n'ont pas d'orientation idéologique particulière. Elles ne contiennent pas de marques de sympathie ou d'hostilité bien définies, mais privilégient plutôt une analyse factuelle ou descriptive des Juifs sans révéler un parti pris ou une prise de position quelconque.

Enfin, l'analyse de contenu de la recension des articles a été divisée en différents thèmes. Toutefois, dans cet article, quatre thèmes ont fait l'objet d'un examen approfondi en fonction de leur fréquence dans la revue, mais aussi de l'importance qu'ils revêtent dans l'historiographie, soit la religion, l'économie, la culture et la société et l'immigration.

Une revue traditionaliste dans un monde en changement

La période entre le début du 20^e siècle et la fin de la Première Guerre mondiale correspond à une vague de bouleversements politiques, sociaux et économiques pour la société canadienne-française. La crise de la conscription et les luttes des minorités canadiennes-françaises pour défendre leurs droits scolaires bafoués par la législation des gouvernements provinciaux anglophones favorisent l'émergence d'un nouveau nationalisme canadien-français plus militant⁷. De plus, les élites intellec-

tuelles nationalistes s'inquiètent de l'avenir religieux et culturel de la société canadienne-française profondément transformée par l'urbanisation et l'industrialisation.

C'est dans ce contexte sociopolitique que des membres de la Ligue des droits du français, dont le père Joseph-Papin Archambault, le docteur Joseph Gauvreau et le journaliste Omer Héroux, fondent *L'Action française* en 1917. La Ligue des droits du français change de nom en 1921 pour la Ligue de l'action française⁸. Omer Héroux est le premier directeur, auquel succède quatre ans plus tard le chanoine Lionel Groulx qui conservera un important ascendant sur la revue jusqu'à la disparition de celle-ci en 1928. Maître à penser pour plusieurs membres de la Ligue, il contribue à définir les grandes orientations idéologiques de la revue.

Le choix du nom de la revue identique à celle sous la direction de Charles Maurras n'est pas qu'une coïncidence. Ainsi, les dirigeants de *L'Action française* de Montréal auraient été séduits par la doctrine de *L'Action française* de Paris qui exaltait la nation et l'histoire française fortement enracinées dans le catholicisme et qui leur offrait en plus d'une vision du monde et d'une idéologie de combat une caution morale de prestige. Toutefois, ils ne pouvaient accepter, contrairement à leurs homologues français, de subordonner le catholicisme à des velléités politiques ou de le mettre au service du nationalisme. Pour les traditionalistes canadiens-français de l'époque, le catholicisme était plus qu'une tradition culturelle ou une idéologie politique, mais une transcendance qui définissait et structurait l'existence nationale du Canada français et guidait son action collective pour accomplir la mission que la Providence avait assignée aux Canadiens français, soit de répandre la civilisation catholique et française en Amérique⁹.

Ce désaccord idéologique profond entre les deux revues apparaît au grand jour lors de la condamnation de *L'Action française* de Paris en 1926 par Rome qui dénonce son nationalisme intégral jugé outrancier et l'accuse de subordonner le catholicisme à ses propres visées politiques. *L'Action française* de Montréal change son nom deux ans plus tard pour *L'Action canadienne-française* par crainte d'être associée à la revue maurassienne et adopte un ton beaucoup plus prudent sur les questions concernant le nationalisme. C'est néanmoins la faillite financière à la suite d'une gestion imprudente qui force la revue à cesser ses activités la même année. Toutefois, la condamnation de 1926 opère un schisme parmi les nationalistes entre ceux qui se rallient aux directives papales et qui font du catholicisme la source première de leur engagement politique et social et ceux qui tentent tant bien que mal de se conformer à la volonté du Saint-Père, tout en continuant fort prudemment de se revendiquer de l'Église catholique pour défendre les positions du nationalisme canadien-français.

En dépit de l'influence qu'a exercé *L'Action française* de Paris sur son homonyme canadien-français, ainsi que des relations entretenues entre les deux revues pen-

dant près d'une décennie²⁰, *L'Action française* de Montréal a évolué distinctement et s'est imposée rapidement comme l'un des principaux porte-parole du mouvement nationaliste et traditionaliste canadien-français. Elle recrute dans ses rangs surtout des membres du clergé, des professions libérales, de la presse et des milieux universitaires. On compte aussi des chefs ouvriers, des hommes politiques, des financiers et des économistes. Enfin, son influence déborde largement le Québec avec la participation de personnalités éminentes partout au Canada français et même aux États-Unis. La popularité de la revue auprès des élites intellectuelles se confirme avec un tirage qui atteint plus de 6000 exemplaires en 1923²¹.

Bien que valorisant le passé, le culte du passé et les traditions, *L'Action française* est très consciente de la nécessité d'adapter son discours aux conditions de l'heure en proposant une doctrine qui réconcilie la tradition avec la modernisation économique de la société. Sa doctrine exprime très clairement une volonté de dépasser les luttes d'autrefois centrées sur la langue et la foi et de mener une action nationale qui inscrit la défense des traditions françaises et catholiques dans une trame industrielle et urbaine en ayant recours à de nouveaux moyens d'action. À ce titre, l'influence de la doctrine sociale de l'Église catholique est particulièrement évidente pour promouvoir une réorganisation de la société, fondée sur une pensée et un mode d'action chrétiens, qui s'appuie sur les principes de bien commun et de justice sociale²².

Enfin, *L'Action française* met de l'avant un nationalisme économique qui s'appuie sur l'intervention de l'État provincial pour stimuler l'expansion commerciale et industrielle de la province de Québec, protéger les ressources naturelles de la mainmise américaine et encourager le développement de l'agriculture et de la colonisation. C'est sans doute pour cette importance accordée à l'État que certains historiens ont vu le discours de *L'Action française* comme un trait d'union entre le traditionalisme canadien-français de la fin du 19^e siècle et le nationalisme québécois de la Révolution tranquille.

***L'Action française* et les représentations sur les Juifs : un portrait statistique**

Pour les fins de cette recherche, nous avons consulté les articles de *L'Action française* de Montréal entre 1917 et 1927 et de *L'Action canadienne-française*, qui lui succède pour l'année 1928. Nous avons recensé plus de 67 textes qui comportent au moins une mention sur les Juifs, ce qui fait en moyenne cinq textes par année (voir figure 1 en annexe). Au total, environ 4 % des textes de *L'Action française* sur environ 1500 soulignent les Juifs. Ces mentions se résument le plus souvent à une courte allusion.

Sur les 67 textes, 73 % sont négatifs (49), 13,5 % positifs (9) et 13,5 % neutres (9) (voir figure 2). Cependant, leur répartition varie selon la période étudiée. Ainsi, 19 articles concernant les Juifs ont été écrits entre 1917 et 1922, tandis que plus du double, soit 48,

est recensé pour la période suivante qui s'étend de 1923 à 1928. De plus, le regard posé sur les Juifs est nettement plus positif au cours de la première période. La figure 3 montre que la quasi-totalité des mentions positives, soit huit sur neuf, a été répertoriée entre 1917 et 1922 et elles sont presque aussi nombreuses que les mentions négatives (42 % contre 47 %). Le nombre de mentions positives s'effondre pour la période suivante (seulement une mention positive) et constitue à peine 2 % du corpus (voir figure 4). Les mentions négatives représentent 83 % des articles retenus (40) et les mentions neutres, 15 % (7).

Ce durcissement de ton à l'égard des Juifs coïncide avec les grandes enquêtes, inaugurées en 1918, qui permettent à *L'Action française* d'acquérir véritablement sa notoriété en invitant ses collaborateurs à présenter des articles qui analysent un thème choisi selon diverses perspectives. C'est tout particulièrement le cas au cours de l'enquête de 1924 intitulée « L'ennemi dans la place ». Au sein des thèmes abordés, les Juifs sont identifiés à des phénomènes sociaux qui renforcent leur image négative comme le capital étranger, la laïcisation, la déchristianisation, l'immigration, le cinéma et le cosmopolitisme²³. Au cours de cette année, 10 textes ont été répertoriés qui font état des Juifs (9 négatifs et 1 neutre). Toutefois, les mentions négatives atteignent un sommet inégalé à la suite de l'incendie du cinéma Laurier Palace, en 1927, qui a causé la mort de 78 enfants. *L'Action française* lance alors une campagne de dénonciation contre les cinémas « judéo-américains » et réclame qu'ils soient fermés le dimanche. Au cours de cette année, nous avons recensé 12 mentions sur les Juifs, dont 11 sont négatives.

Le thème le plus souvent abordé par les auteurs concerne la culture et la société (27 %) avec pour sujets principaux le théâtre et le cinéma qui, aux yeux des auteurs, sont contrôlés par les Juifs, ainsi que la question du respect du repos dominical (voir figure 5). Le second thème en importance porte sur les liens que les Juifs entretiennent avec le monde des affaires, le commerce et l'économie en général (25 %). L'éducation représente 13 % des mentions sur les Juifs qui réfèrent surtout au débat sur la création d'une commission scolaire juive à Montréal à la fin des années 1920²⁴. Huit textes concernant la religion (12 % du corpus) ont été dénombrés, dont sept positifs et rédigés pour la quasi-totalité d'entre eux (sept sur huit) avant 1923. Ils réfèrent pour la plupart à l'histoire sainte, à l'Antiquité ou aux fondements historiques du christianisme. Quant au thème de l'immigration, il constitue moins d'un dixième des mentions (9 %). Le reste des articles est réparti entre la politique (8 %) et l'influence internationale des Juifs (6 %).

Les Juifs, peuple de la survivance

Le premier constat à faire de cette analyse de contenu est que l'opinion de *L'Action française* sur les Juifs a peu à voir avec l'antijudaïsme catholique pourtant courant

dans les cercles religieux de l'époque même si jusqu'au milieu des années 1930 une proportion importante des collaborateurs de la Ligue d'action française sont des clercs²⁵. En fait, dans bien des cas, entre 1917 et 1922, le portrait à l'égard des Juifs est relativement flatteur. Les Juifs sont présentés comme un peuple résilient qui, grâce à la fidélité à leur religion et à leurs traditions, a pu survivre à l'épreuve du temps, aux persécutions et aux tentatives d'assimilation des grandes puissances de l'époque antique. C'est à ce titre que les Acadiens, les Franco-américains et les Canadiens français peuvent trouver dans l'histoire des Juifs une source d'inspiration et d'émulation pour accomplir une destinée semblable²⁶.

Pour les auteurs qui écrivent à ce sujet, les Juifs et les Canadiens français partagent cette volonté de survivre en restant fidèle à leur foi, leur culture et leurs traditions face à des forces plus puissantes qui les environnent et qui pourraient les absorber. Cette notion de lutte perpétuelle pour la survivance est évoquée par le Franco-américain, Charles Dollard, qui fait un parallèle entre la résistance du peuple juif, pendant la révolte des Machabées²⁷, dirigée par Mathathias, au 2^e siècle avant Jésus-Christ contre les tentatives d'hellénisation de l'Empire grec et la lutte pour la survivance des Franco-américains²⁸. L'auteur est en effet frappé :

par la similitude de la situation entre celle des juifs de cette époque, sous la domination grecque et l'infiltration de l'hellénisme en Palestine, et la nôtre, Franco-américains, enveloppés que nous sommes par des courants d'idées et de mœurs aussi menaçants pour notre entité ethnique que les coutumes des gentils pour les juifs de l'an 200 avant Jésus-Christ. Et de même qu'au temps des Machabées, le salut se trouve dans un prêtre zélé, clairvoyant, patriote ardent et désintéressé comme Mathathias, aujourd'hui il nous paraît être là aussi pour nous²⁹.

À l'heure des périls pressentis qui menacent l'intégrité de la société canadienne-française, plusieurs auteurs expriment leur admiration pour le peuple juif qui a toujours eu foi dans sa destinée exceptionnelle et dans sa mission divine, ce qui lui a permis de jouer ce rôle si important dans l'histoire. Pour André Lacroix, la seule avenue possible pour éviter la déchéance nationale et la désagrégation sociale causées par l'invasion des capitaux étrangers, l'immigration massive et l'américanisation des masses urbaines est que les Canadiens français renouent avec confiance dans leur mission providentielle pour réaliser les desseins que Dieu a prévus pour eux. Il invite ses compatriotes à marcher dans les pas du peuple juif pour qui la foi inébranlable dans sa mission divine lui a si bien réussi :

Or, c'est dans la conviction de son élection divine, rivée à l'âme de chacun de ses fils, que le peuple juif a trouvé le secret de cette solidarité devenue la qualité de race et qui aujourd'hui encore, malgré la déchéance et l'émiettement, rend ce

groupe ethnique si étonnamment imperméable à toutes les compénétrations du dehors, fort et redoutable, fut-il une minorité, partout où il s'insinue³⁰.

Ainsi, dans les premières années de l'histoire de la revue, le contenu religieux des textes s'avère plutôt favorable aux Juifs. En fait, les préjugés à l'endroit des Juifs apparaissent surtout à partir de 1923 et sont plutôt dirigés contre des individus ou des classes de citoyens, dont les activités sociales et économiques sont jugées menaçantes, car elles mettent en péril l'intégrité de la société canadienne-française.

Le Juif, exploiteur et concurrent économique

Dès la création de *L'Action française*, ses rédacteurs se sont préoccupés des questions sociales et politiques comme la place du français à Montréal notamment dans le commerce et le monde des affaires, le rôle des francophones dans l'économie et l'exploitation des ressources naturelles par les investisseurs américains. C'est par l'entremise de ces questions fréquemment abordées dans les pages de *L'Action française* que la figure et la représentation du Juif font surtout leur apparition. En effet, rappelons que le quart des mentions sur les Juifs dans les pages de *L'Action française* portent sur divers aspects de l'économie.

Dans les années 1920, l'exploitation des ressources naturelles (mines, forêts, hydro-électricité) par les investisseurs anglo-canadiens, britanniques, mais surtout américains, suscite une critique croissante dans les milieux nationalistes des politiques du gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau accusé de livrer tout le potentiel économique de la province aux intérêts étrangers³¹. *L'Action française* joint sa voix à ces critiques et arrive au constat que les Canadiens français constituent un peuple dominé économiquement par des forces étrangères. Bien que son rôle soit rarement détaillé ou explicité, le Juif rejoint les rangs du capital anglo-américain dans cette entreprise de domination, qualifiée par le journaliste Émile Benoist, de « trust anglo-américano-juif », qui dépossède les Canadiens français de leurs ressources naturelles et renforce ainsi leur sujétion économique dans une province où ils sont pourtant majoritaires³².

Le journaliste Georges Pelletier, qui sera directeur du journal *Le Devoir* une décennie plus tard, tente de rappeler la pénible réalité à ses compatriotes qui, selon lui, se sont illusionnés sur leur véritable condition économique :

À part nos champs, dont une sage politique de colonisation peut encore accroître l'étendue, si nos gouvernants veulent réparer les erreurs du passé et facilitent l'œuvre du défrichement en marge de la forêt, qu'avons-nous ? De rares industries, un peu d'argent, pas assez encore si nous voulons le bien employer, trop déjà, si nous sommes pour aller l'engager et le perdre à la bourse ou dans des spéculations

imprudentes, comme tant des nôtres en ont pris la déplorable habitude. Et pour le reste? Anglais, Américains et Juifs, les hommes d'ailleurs nous encerclent. Nous sommes prospères dit-on. Le vrai, c'est que les autres le sont, chez nous et que, chez nous, nous les servons³³.

À partir du début des années 1920, *L'Action française* met de l'avant un programme visant à la libération économique des Canadiens français. *L'Action française* ne s'oppose pas à l'enrichissement matériel qui est nécessaire à toutes les sociétés, mais celui-ci doit s'accomplir dans le respect d'un ordre moral et spirituel et en conformité avec les traditions culturelles et religieuses des Canadiens français et de leur génie national façonné par trois cents ans d'histoire. En fait, *L'Action française* craint surtout la menace que fait peser le matérialisme sur la société canadienne-française qui limiterait les rapports économiques à des échanges fondés sur l'intérêt personnel plutôt que l'élévation morale et spirituelle d'une collectivité³⁴. À ce titre, la figure du Juif sert de référence. Ainsi, François Vézina, professeur à l'École des hautes études commerciales, dénonce le culte de l'argent qui a produit selon lui « une finance anarchique et déracinée au service de cet éternel sans patrie : le banquier juif³⁵ ».

Pour réussir cette reconquête économique, les rédacteurs de *L'Action française* font appel notamment au sentiment de solidarité nationale des Canadiens français dans le domaine économique pour adhérer à un « patriotisme d'affaires ». *L'Action française* encourage les Canadiens français à canaliser leur épargne et à placer leurs avoirs dans les banques et les compagnies d'assurance détenues par leurs compatriotes. Ils sont aussi invités à changer leur habitude de consommation et à acheter leurs biens et leurs produits dans les commerces canadiens-français³⁶.

Ce patriotisme d'affaires passe aussi par un changement d'attitude de la part des commerçants canadiens-français. Le père Joseph-Papin Archambault, qui utilise le pseudonyme de Pierre Homier, tente de les interpeller dans sa chronique, *La vie courante*, en les incitant à faire un effort pour afficher leur raison sociale, annoncer et étiqueter leurs produits et servir leur clientèle en français³⁷. Autrement, ils contribuent selon lui à marginaliser le français dans un secteur névralgique de la société, l'économie, et à remplacer l'usage de cette langue dans la vie courante des francophones par l'anglais. De plus, selon lui, le manque de solidarité des commerçants canadiens-français à l'égard de leurs clients francophones fait le jeu des Juifs, leurs concurrents :

Il est dans le commerce et l'industrie, certaines choses qui ne peuvent et ne doivent pas être bilingues. Le client n'en tirerait aucun profit. Il serait plutôt exposé à en souffrir. On ne demande pas à M. Boileau d'inscrire à côté de son nom Drinkwater ou M. King, Roy. Pourquoi Dupuis et Frères, par exemple, devrait-il mettre *Dupuis Brothers* ou la Compagnie Paquet, *Paquet Company*? Le client y

gagnerait-il quelque chose? Rien, en vérité, si ce n'est de se tromper sur la vraie nationalité de son fournisseur. Et là encore nous serons les premiers perdants. Ce sont les autres, les Juifs en particulier, qui profiteront de ce camouflage. Que Rabinovitch s'appelle Rabinovitch tout court, de même La Banque Canadienne Nationale et de même la Bank of Montreal... Ainsi chacun verra où il va et saura s'orienter au besoin. Tant pis pour ceux des nôtres qui persistent à cacher leurs couleurs³⁸.

Toutefois, les mentions négatives attribuées à la domination exercée par les Juifs dans la grande industrie et le petit commerce sont parfois tempérées par une certaine ambivalence. Ainsi, le Juif est pointé du doigt avec les Anglo-canadiens et surtout les Américains comme une figure représentant l'exploitation économique des Canadiens français par les étrangers. D'autre part, l'admiration que certains auteurs de *L'Action française* partagent à l'égard des Juifs pour leur conscience politique, leur solidarité communautaire et l'importance qu'ils accordent à l'éducation sert aussi à faire une critique de certaines couches de la population canadienne-française qui ne possèdent pas ces qualités et ces vertus. Ainsi, ces représentations du Juif plus favorables visent surtout à mettre en lumière l'affaiblissement de la conscience nationale des Canadiens français et tout particulièrement parmi leurs élites politiques et économiques qui se désintéressent des enjeux liés à la survivance et ne songent qu'à leurs intérêts de classe ou à leur ambition personnelle.

Les politiciens sont régulièrement critiqués dans les pages de *L'Action française* pour leur opportunisme et leur collusion avec les grandes industries étrangères. Selon plusieurs auteurs, ils ont surtout pour principal intérêt de chercher à augmenter les revenus du gouvernement ou de retirer des avantages politiques auprès de la population en vue de se faire réélire plutôt que de défendre les intérêts nationaux supérieurs de leurs compatriotes. Les masses canadiennes-françaises ne sont pas épargnées davantage. Leur faible conscience nationale les amène à faire confiance aveuglément à leurs représentants politiques qui les bercent d'illusions par de grands discours et les détournent des grands enjeux politiques et économiques.

Tout le contraire des Juifs, mais aussi des anglophones, estime le redoutable pamphlétaire, Olivar Asselin, dans un article qui dénonce, entre autres, le régime des concessions forestières accordées par le gouvernement provincial aux compagnies américaines. Il ne cache pas son admiration pour la conscience politique dont font preuve les Juifs à défendre leurs intérêts économiques contrairement aux Canadiens français qui se laissent bernier par leurs propres élus sur des questions pourtant vitales pour leur avenir collectif :

Mettons pour un instant à notre place, dans la province de Québec, les Anglais, les Irlandais ou les Juifs : combien de temps croit-on qu'il faudrait pour les

convaincre que le régime des concessions doit être conditionné par leurs intérêts économiques. Chez nous au contraire le politicien pourra toujours sur ce chapitre comme sur tant d'autres endormir le peuple en flattant en lui ce double défaut des races serviles : d'une part la « partisannerie » électorale et d'autre part la coquetterie à recevoir avec grâce les coups de pied où vous savez³⁹.

L'autre groupe visé par *L'Action française* comprend les industriels et les commerçants francophones qui demeurent réfractaires, selon la revue, à l'idée de recourir à un patriotisme d'affaires pour promouvoir l'avancement économique des Canadiens français. Leur manque de solidarité envers leurs compatriotes leur est ouvertement reproché, alors qu'au contraire, insistent les rédacteurs de *L'Action française*, ils devraient constituer les chefs de file de cette lutte pour l'affirmation économique des Canadiens français : « Il est, entre toutes, une forme de solidarité que nos industriels et nos commerçants devraient avoir à cœur de pratiquer : recruter leurs employés parmi les gens de leur nationalité au lieu d'aller les chercher dans les milieux anglo-saxons et même juifs⁴⁰ ».

Cet argument que l'économie et la solidarité patriotique sont antinomiques, sans doute évoqué par des libéraux ou par des membres de la classe d'affaires⁴¹ — bien qu'ils ne soient pas nommés — est vivement combattu par la rédaction de *L'Action française*. Le meilleur exemple provient de la communauté juive qui a fait de la solidarité communautaire, selon certains auteurs, la clé de son succès en affaires, tandis que les Canadiens français ne montrent pas le même enthousiasme à s'entraider économiquement. Cette solidarité fait l'envie de plusieurs auteurs même si parfois l'exemple cité contient une formule assassine pour les Juifs :

Le patriotisme dans les affaires est trop méprisé du grand nombre — et cela contre leurs propres intérêts. L'on croit bien dire en affirmant que les affaires n'ont rien avoir avec les sentiments. La réalité est tout autre. Le sentiment se retrouve partout, sous quelque forme qu'il se cache. Somme toute, les affaires ne sont que des rapports humains ; et les hommes sont conduits par des idées, quoiqu'en disent les matérialistes. Les nations se protègent, les regroupements et les individus de même ; cela s'explique par l'instinct [sic] de conservation. Au milieu de nous, des étrangers universellement détestés, les Juifs, ont réussi à se tailler un domaine de premier ordre grâce à une solidarité intelligente. Imitons-les. Qu'on se le dise⁴².

Ce mélange d'admiration et d'aversion pour les Juifs est présent aussi en matière d'éducation. Pour *L'Action française*, la reconquête économique passe aussi par la modernisation de l'enseignement. De nombreux auteurs réclament que le gouvernement provincial mette sur pied des écoles techniques et développe l'enseignement scientifique et commercial. Ils exhortent aussi les jeunes canadiens-français à étu-

dier dans les secteurs stratégiques des sciences, du commerce et de l'industrie et accroître ainsi leur participation à l'économie québécoise. Toutefois, la fréquentation des Canadiens français aux écoles techniques, à l'École polytechnique, à l'École des hautes études commerciales, à la Faculté des sciences de l'Université de Montréal et à l'École des sciences sociales, économiques et politiques, elle aussi, affiliée à l'Université de Montréal, reste bien en deçà des attentes⁴³.

Alfred Charpentier, dirigeant ouvrier et futur président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), lance un appel dans *L'Action française* aux ouvriers pour les inciter à obtenir dans les écoles techniques une formation spécialisée. Ils pourront ainsi pour leur bénéfice et celui de la province fournir la main-d'œuvre qualifiée qui occupera les postes de contremaîtres et de surintendants dans les industries plutôt que de les laisser aux « étrangers ». Toutefois, il constate le contraire, à savoir que l'éducation technique profite surtout aux membres des autres communautés culturelles de Montréal :

N'est-ce pas que c'est notre nationalité qui en bénéficiera, si nos ouvriers se dirigent nombreux vers les écoles techniques ? Que constatons-nous au contraire : de l'aveu des professeurs, ce sont les jeunes Anglais et Juifs qui abondent le plus à notre école technique de Montréal. N'est-ce pas déplorable dans une ville à grande majorité française ?⁴⁴

Charpentier attribue ce désintéressement à l'influence du cinéma, à la mentalité défaitiste et presque coloniale des Canadiens français, ainsi qu'à l'américanisation de la classe ouvrière⁴⁵. Le chanoine Lionel Groulx, alias Jacques Brassier, est encore plus virulent. Selon lui, les échecs des Canadiens français dans le domaine économique ne sont attribuables qu'à eux-mêmes. Ses griefs sont nombreux. Il reproche l'absence de solidarité économique des gens d'affaires canadiens-français avec leurs compatriotes et le manque d'intérêt de ceux-ci pour épargner un capital préférant plutôt dépenser au-dessus de leurs moyens dans de vaines frivolités. De plus, Groulx déplore l'absence d'une véritable éducation nationale qui rappellerait à la jeunesse par des cours d'histoire ses devoirs et ses responsabilités envers le combat que mènent sur le continent les Canadiens français pour la survivance française. Au même moment, insiste-t-il, les Juifs, grâce à un dur labeur et à l'épargne, prospèrent en se constituant un capital qu'ils font fructifier par l'acquisition d'un commerce au détail ou d'une entreprise manufacturière et embauchent les Canadiens français comme subalternes. À nouveau, admiration et aversion pour les Juifs coexistent dans un texte de *L'Action française* :

Une partie trop considérable de nos gens se résignent à leur médiocrité intellectuelle, comme à la médiocrité de leur condition sociale. On ferme ses livres, sitôt sorti de l'école primaire et du collège. On se résigne aux petits métiers, au

rôle perpétuel du petit employé. Des petits juifs arrivés hier de Galicie, sans autre appoint que leur misère et leur pouillerie, prennent après cinq à dix ans de travail, la direction d'un commerce ou d'un atelier. Par des prodiges d'économie et d'énergie, ils se hissent au rang des chefs et des maîtres. Pendant ce temps-là, les fils des pionniers qui, depuis trois cents ans, ont à leur portée, comme tout le monde, les richesses et les avantages de leur pays servent en qualité de domestiques ou de petits commis des immigrants de fraîche date, quand ils n'enlèvent pas la neige ou le crottin des rues devant les limousines de ces parvenus [...]»⁴⁶.

La figure du Juif prend à partir des années 1920 la forme à la fois d'un exploitateur économique associé au capital anglo-américain et d'un concurrent commercial. Toutefois, la figure du Juif sert aussi d'exemple, même si le portrait n'est pas toujours flatteur, pour lever le voile sur les faiblesses et les lacunes des Canadiens français et aussi leurs échecs dans le domaine économique attribuables selon certains textes de *L'Action française* à leur faible conscience nationale et l'absence de sentiment de solidarité. Ainsi, le portrait brossé par les auteurs de la revue montre avec éloquence le rapport trouble qu'entretiennent les nationalistes canadiens-français avec la figure du Juif qui apparaît à la fois comme l'exemple à suivre et un repoussoir.

Le Juif, facteur d'américanisation

Nous avons vu précédemment que les rédacteurs de *L'Action française* militent pour une œuvre intellectuelle, fondée sur l'action, destinée à maintenir l'intégrité catholique et française du Canada français. De tous les fléaux qui menacent la société canadienne-française, le matérialisme représente pour les rédacteurs de *L'Action française* l'un des plus préoccupants. Considéré comme une philosophie anglo-américaine, centrée sur le culte de l'argent et l'appât du gain, le matérialisme, préviennent de nombreux auteurs, s'enracine dans les centres urbains, tout particulièrement à Montréal et s'imisce insidieusement dans les mentalités et les mœurs des Canadiens français⁴⁷.

À l'opposé, la campagne représente le terreau naturel où les traditions canadiennes-françaises se sont enracinées depuis le début de la colonie française et peuvent être conservées grâce au cadre protecteur de la paroisse. Sans s'opposer proprement dit à l'urbanisation, les rédacteurs de *L'Action française* réitèrent à plusieurs reprises la nécessité de planifier une économie fondée sur l'équilibre entre l'agriculture et le développement industriel, ainsi que promouvoir la colonisation de nouveaux territoires, afin de préserver ce qu'ils considèrent comme le cœur de la vie nationale canadienne-française, soit sa vocation agricole⁴⁸.

La ville incarne donc le lieu par excellence de la propagation de cette culture américaine tant honnie. *L'Action française* n'a de cesse de dénoncer les maux sociaux qui

prolifèrent et qui menacent l'ordre moral et spirituel, ainsi que les fondements traditionnels de la nation canadienne-française. Les dangers qui pèsent sur la vie urbaine sont nombreux : le travail ou les divertissements le dimanche, la baisse de la natalité, la mortalité infantile, l'alcoolisme, la criminalité, le cinéma et la mauvaise presse⁴⁹. À l'instar du discours sur le développement économique qui associait les Juifs à des exploiters économiques et des concurrents commerciaux, *L'Action française* les tient responsables de certaines manifestations culturelles rattachées à la civilisation américaine, jugées immorales, comme le cinéma, le théâtre et la littérature.

La plupart des mentions sur les Juifs concernant la culture se trouvent dans les rubriques des nouveautés littéraires à la fin de chaque numéro de la revue. Ces rubriques sont la plupart du temps non signées et certaines d'entre elles recommandent des ouvrages antisémites en provenance de France destinés à faire prendre conscience aux lecteurs des dangers du « problème juif ». Ces textes, courts et discrets, et sans doute réservés aux lecteurs les plus assidus de la revue, formulent sans ambages leurs préjugés envers les Juifs comme cet auteur anonyme qui affirme que « ce théâtre malfaisant nous est souvent imposé par des troupes de métèques » et « que de jeunes fascistes ne seraient pas de trop pour mettre de l'ordre et de la propreté dans nos salles de cinéma⁵⁰ ».

Il reste que les articles portant sur les liens entre les Juifs, le cinéma, le théâtre ou la littérature sont peu nombreux avant 1924. Celui de Ferdinand Bélanger pourfend la complaisance de la presse libérale pour le théâtre « juif » et félicite la presse catholique qui monte aux barricades pour réclamer son interdiction⁵¹. De son côté, Esdras Minville, professeur et directeur de l'École des hautes études commerciales, ainsi que porte-parole de *L'Action française* en matière économique, dénonce l'emprise croissante du capital étranger dans l'économie de la province à laquelle participent les Juifs :

N'y a-t-il pas jusqu'au cinéma et aux théâtres qui soient entre les mains de tous les autres que nous. Les Juifs notamment y font des brillantes affaires. Et voilà encore une ouverture par laquelle, en sens inverse, passe un double courant : un qui sort, et ce sont nos économies qui s'en vont ; un autre qui entre, et ce sont les mœurs légères d'importation américaine, les coutumes de toutes origines qui pénètrent notre organisme social, dissolvent la moralité publique, énervent la conscience populaire et défigurent l'âme de la race⁵².

Toutefois, l'un des articles les plus antisémites de *L'Action française* pendant la période étudiée demeure sans conteste celui du journaliste et écrivain, récipiendaire de nombreux prix d'excellence en littérature, Harry Bernard. S'inspirant largement du *Protocole des Sages de Sion*⁵³, Bernard accuse les Juifs de ne reculer devant rien pour assouvir leurs visées de domination mondiale et prévient ses compatriotes de

se méfier du cinéma qui constitue l'un de leurs principaux instruments de conquête. Pour lui, le cinéma « judéo-américain » représente une menace pour la société canadienne-française en enseignant aux masses une morale décadente et des vices sociaux. Ainsi, le cinéma judéo-américain : « ne respectant rien, ni la famille qu'il mine par l'apologie du divorce et de l'union libre ; ni la religion dont il se moque par une mise en scène grotesque ; ni l'autorité à qui il prête des attributs ridicules ; il n'a qu'un objet : l'argent et il fera flèche de tout bois pour l'atteindre⁵⁴ ».

En plus d'ébranler l'ordre moral et spirituel, Bernard craint que le cinéma « judéo-américain » vienne à remplacer les bienfaits d'une éducation patriotique par une pensée, une philosophie et un esthétisme à l'américaine qui auraient pour impact de saper la conscience nationale des Canadiens français, leur culture, leurs traditions et leur observance religieuse⁵⁵. Bernard propose plusieurs mesures pour combattre l'influence du cinéma « judéo-américain » comme un plus grand contrôle gouvernemental sur le contenu des films et l'augmentation de l'âge d'admission dans les salles de cinéma. Il prône aussi que les catholiques du continent s'unissent pour créer un véritable cinéma catholique⁵⁶.

L'article de Bernard révèle la portée que pouvait avoir les idées antisémites dans une revue nationaliste comme *L'Action française* bien que ce genre de texte soit peu fréquent. Il montre aussi que certains auteurs s'abreuyaient à des sources antisémites en puisant dans une littérature et une presse qui pouvaient circuler dans certains milieux cléricaux et nationalistes. Enfin, les articles sur le cinéma, le théâtre, la littérature et la presse témoignent des inquiétudes d'une partie des élites nationalistes canadiennes-françaises à l'égard d'une modernité culturelle en émergence que les Juifs semblaient incarner à leurs yeux et qui était jugée radicale et en rupture avec la tradition nationale canadienne-française.

Ces appréhensions s'expriment avec virulence à la suite de l'incendie du Laurier Palace, survenue en 1927, qui crée une véritable commotion au sein des milieux politiques et religieux, ainsi que dans l'opinion publique. Une campagne de protestation est menée par la presse nationaliste, appuyée par le clergé catholique, pour réclamer l'interdiction de la projection de films dans les salles de cinéma le dimanche. *L'Action française* participe activement à cette campagne pour dénoncer le cinéma comme une industrie à la morale corruptrice pour la jeunesse et pour le peuple canadiens-français aux mains d'une poignée de « métèques » et de Juifs et exhorte les catholiques à se mobiliser pour contraindre le gouvernement provincial à intervenir par une législation appropriée :

La preuve est faite : un mal hideux s'attaque à notre peuple et particulièrement à notre jeunesse. Il mine et corrompt tout : santé, physique, intelligence morale. Ce mal hideux, c'est le cinéma. Une autre preuve n'est plus à faire : en face de ce

mal immonde, c'est la démission des autorités publiques. L'hécatombe du Laurier Palace vient de l'établir : même les lois protectrices de l'enfance sont scandaleusement violées. Et les violateurs, une douzaine de Métèques judéo-américains, restent impunis. C'est donc au public de se défendre lui-même. Comment ? Par quels moyens ? [...] Pour toute la province, il faut obtenir une loi efficace qui ferme les cinémas le dimanche, en interdise l'entrée aux enfants, accompagnés ou non des parents, limite le plus possible les ravages de cette corruption de l'étranger. Pour toutes les sociétés catholiques et nationales, pour tous les honnêtes gens, pour tous les pères de famille, c'est l'heure d'agir, et d'agir jusqu'au bout !⁵⁷

À la suite de la commission, chargée d'enquêter sur les causes du drame, le gouvernement provincial décide de ne pas forcer la fermeture des cinémas le dimanche comme l'exigeait le clergé catholique considérant que c'était la seule journée de congé des familles ouvrières. Il préfère ménager la chèvre et le chou en interdisant l'accès aux salles de cinéma aux moins de 16 ans. Ce compromis semble avoir été suffisant pour satisfaire à la fois le public en général et le clergé catholique⁵⁸.

Il n'y a pas que le cinéma qui subit les foudres des rédacteurs de *L'Action française*. La question du respect du dimanche est un thème aussi récurrent au cours des années 1920 bien que moins fréquent que le cinéma. Anatole Vanier, avocat, professeur à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal et secrétaire de la Ligue d'action française, de 1920 à 1928, aborde à quelques reprises cette question. Ses articles réfèrent à la menace que les Juifs font peser sur les activités commerciales des Canadiens français notamment en ouvrant leurs magasins le dimanche. Vanier n'est pas plus tendre pour ses compatriotes qui n'hésitent pas à désobéir à la règle catholique du repos dominical et à faire leurs emplettes le dimanche : « Un peuple sans dignité personnelle, dépourvu du sens de la justice, apparemment sans chefs capables de lui faire ouvrir les yeux, se presse en foule dans les magasins juifs de l'Est et les maisons anglo-protestantes de l'Ouest⁵⁹ ».

Vanier associe les Juifs au matérialisme et suggère qu'ils représentent en l'occurrence un danger, car ils contribuent à propager des pratiques sociales et culturelles qui affaiblissent la culture nationale des Canadiens français associée à une pratique religieuse fervente et les éloignent d'un mode de vie chrétien. Il est impératif que ces derniers montrent davantage de convictions comme catholique dans leur vie quotidienne et qu'ils exigent le respect de leur observance religieuse de la part des communautés « étrangères » qui leur imposent leurs croyances et leurs coutumes, et ce, dans une métropole française et catholique. Pour ce faire, ils doivent renouer avec leur tradition apostolique qui avait fait l'âge d'or de la Nouvelle-France missionnaire :

En demeurant dans cette tradition, notre peuple continue de tenir le flambeau de la foi dans l'Amérique du Nord, mer immense du protestantisme anglo-saxon, à laquelle s'ajoute, hélas! Sans cesse le matérialisme juif. De la sorte, non seulement, nous mériterons devant Dieu de ne pas mourir comme peuple, mais nous aurons raison de croire à cet épanouissement, qu'un espoir légitime a mis de tout temps dans nos cœurs⁶⁰.

Que ce soit à propos du cinéma ou du repos dominical, le discours sur le Juif exprime un rejet sans concession de la part de *L'Action française* d'une modernité nord-américaine, associée dans l'esprit de ses auteurs à une sociabilité urbaine en rupture avec les traditions sociales, culturelles et religieuses du Canada français. La communauté juive est jugée porteuse de cette modernité et est présentée comme un cheval de Troie qui par ses activités culturelles, sociales et économiques menace le caractère catholique de la métropole québécoise à majorité francophone. *L'Action française* en appelle donc à la mobilisation des Canadiens français pour forcer le gouvernement provincial à légiférer sur la projection de films dans les salles de cinéma et pour contraindre les Montréalais à fermer leurs magasins et leurs commerces le dimanche. Ces auteurs souhaitent ainsi que les Canadiens français affichent leur foi profonde dans le quotidien pour que celle-ci soit ancrée dans des pratiques sociales et culturelles qui affirment leur appartenance à une morale et à un mode de vie catholique dans une ville où ils forment la majorité.

L'immigration : du rejet à une reconnaissance timide

La ville n'était pas le seul objet de méfiance de la part des collaborateurs de *L'Action française*. À partir des années 1920, les départs des familles canadiennes-françaises vers les États-Unis ont repris de plus belle, alors que cet exode avait ralenti au tournant du 20^e siècle. Le sort de ces masses rurales suscite une véritable angoisse pour de nombreux auteurs qui voient le Québec, le foyer national des Canadiens français, perdre ses forces vives qui, au fil des générations, s'accultureront dans les centres manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre et seront perdues à tout jamais pour la survivance du fait français en Amérique⁶¹. Bien que relativement peu répandu dans les pages de *L'Action française*, le thème de l'immigration est évoqué surtout à titre de corollaire de l'émigration aux États-Unis.

En effet, la question de l'immigration sert surtout à critiquer l'inaction des gouvernements fédéral et provincial québécois qui se montrent peu empressés selon plusieurs intellectuels nationalistes à mettre en place des politiques de rapatriement des Canadiens français aux États-Unis ou à promouvoir la colonisation dans le nord de la province de Québec. *L'Action française* dénonce tout particulièrement le désintérêt du gouvernement fédéral pour ces pertes en capital humain lui reprochant d'investir plutôt des fonds pour recruter des immigrants en Europe et pour défrayer le coût

de leur transport. Des ressources financières qui pourraient être mieux employées notamment en aidant les Canadiens français à peupler les prairies canadiennes ou à s'installer dans les régions de colonisation au Québec⁶².

En fait, dans ces critiques portant sur les politiques du gouvernement fédéral, l'immigration juive n'est jamais abordée proprement dite. Toutefois, le Juif est constamment cité en exemple parmi d'autres groupes d'immigrants pour montrer comment ces politiques d'immigration desservent les intérêts des Canadiens français :

A-t-on jamais vu réserver un traitement plus malhonnête à ses nationaux ? On laisse le Canada se vider de ses meilleurs éléments, de ceux-là même qui, l'ayant bâti, ne demandent pas mieux que d'y vivre et d'y mourir, ne souhaitent rien tant que de voir leurs enfants les continuer sur la terre qu'ils ont fécondée de leur travail, aimés de toutes les puissances de leur être ; oui, on laisse partir ces gens-là et on tâche, par des moyens tous plus futiles et plus coûteux les uns que les autres, de les remplacer par des étrangers : Russes, Italiens, Galiciens, Polonais, Juifs, espèces de bois flottés que la mer agitée de l'Europe rejette sur tous les bords [...]⁶³.

Dans les années 1920, un autre discours fait discrètement son apparition. En effet, quelques voix timides s'élèvent pour demander à leurs compatriotes de faire davantage d'efforts pour intégrer certains immigrants dont la religion, la culture et les coutumes pourraient être compatibles avec les traditions nationales canadiennes-françaises. Dans un texte datant de 1922, rédigé pour l'enquête sur l'avenir politique du Canada français, Joseph Bruchard tente d'anticiper ce que serait la place des étrangers dans un Québec devenu indépendant. Il invite ses compatriotes à ouvrir leurs bras aux immigrants catholiques, tandis que les Juifs sont considérés avec méfiance par l'auteur, mais aussi avec ironie en raison de leur opportunisme, estime-t-il, qui les amènerait sans doute à intégrer la société canadienne-française pour profiter d'avantages politiques et économiques :

Les non anglophones, toute cette poussière d'immigrés disséminés ici et là, et décidés à se rallier à l'un des deux groupes, se mettront résolument avec nous, ce qui n'en sera que mieux pour la conservation ou pour l'acquisition du catholicisme. Il y a longtemps que nous aurions dû racoler à nos classes et à nos paroisses françaises les Italiens, Polonais, Autrichiens et autres qui ne peuvent former ici des communautés séparées. Ne nous préoccupons pas des Juifs, dont nous ne devons pas nous exagérer l'importance et la compétence, pourvu que nous n'allions pas les enrichir nous-mêmes. En tout cas, ils ne seront pas les derniers à se mettre au français : ils savent toujours du côté d'où le vent souffle⁶⁴.

Force est de constater qu'il n'y a pas dans les années 1920 un discours de l'immigration sur les Juifs, du moins, pas encore. Toutefois, déjà à ce moment-là, certains textes personnifient le Juif comme l'immigrant indésirable et inassimilable qui contribuerait à l'américanisation et la déchristianisation des masses canadiennes-françaises notamment par des pratiques commerciales déloyales comme ouvrir ses magasins le dimanche. À l'opposé, les immigrants de religion catholique semblent pouvoir compter sur un préjugé favorable. Grâce à la religion et à la culture qu'ils partagent avec les Canadiens français, leur intégration à une société franco-catholique est tout à fait concevable et même désirable dans l'esprit de certains nationalistes canadiens-français.

Des préjugés marginaux, mais persistants

Cette étude a permis de constater que le contenu de *L'Action française* concernant les Juifs est extrêmement marginal, qu'il soit positif, négatif ou neutre. Quant aux mentions négatives sur les Juifs, elles ne sont pas détaillées et prennent surtout la forme d'allusions malveillantes ou de commentaires désobligeants et parfois aussi d'affirmations hostiles. Ainsi, cette revue ne saurait être qualifiée d'antisémite dans la mesure où ce terme réfère à une pensée qui attribue les causes des maux et des périls d'une société principalement ou exclusivement à la présence des Juifs⁶⁵.

Tout indique que ces textes, bien qu'ils se nourrissent de préjugés en circulation dans les milieux religieux et nationalistes canadiens-français de l'entre-deux-guerres, ont eu une influence limitée sur la doctrine de *L'Action française*. Néanmoins, ces préjugés apparaissent de manière suffisamment récurrente pour affirmer qu'ils existent tout de même de manière latente et interviennent assez régulièrement dans certains thèmes comme le cinéma et le théâtre, l'économie ou l'immigration. Ainsi, pour certains auteurs, les Juifs introduisent des pratiques sociales et culturelles qui conduisent à l'affaiblissement de la conscience nationale des Canadiens français, à la perte de leurs valeurs morales et spirituelles et à leur acculturation à une modernité radicale, matérialiste et antichrétienne.

Or, il est raisonnable de penser, comme Pierre Anctil l'a observé dans son étude sur le journal *Le Devoir*, que la décennie des années 1930, fortement marquée par la dépression économique, la montée des régimes autoritaires en Europe et la crainte parmi les élites canadiennes-françaises d'une immigration massive juive aient pu servir de catalyseur à ces préjugés qui sommeillaient en attente de leur réveil⁶⁶. Une analyse de contenu de *L'Action nationale* à partir de 1933 pourrait nous renseigner si les préjugés latents, observés dans les pages de *L'Action française*, une décennie plus tôt, se sont révélés au grand jour dans la tourmente des années 1930 et s'ils ont évolué vers des prises de position beaucoup plus radicales sur l'immigration ou la présence de la communauté juive au Québec.

ANNEXES

Figure 1

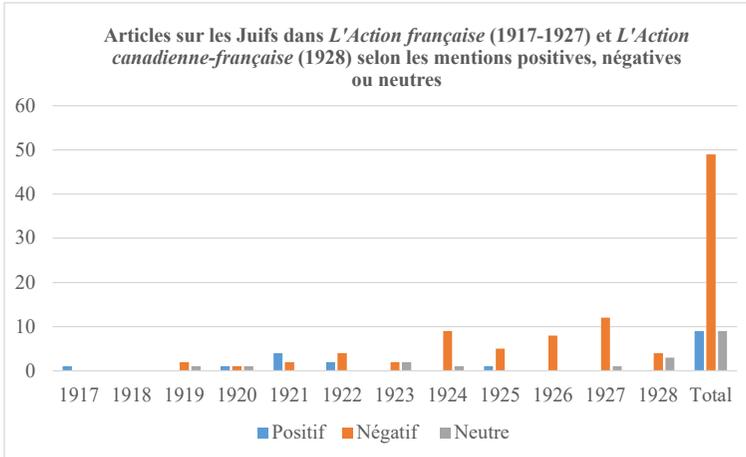


Figure 2

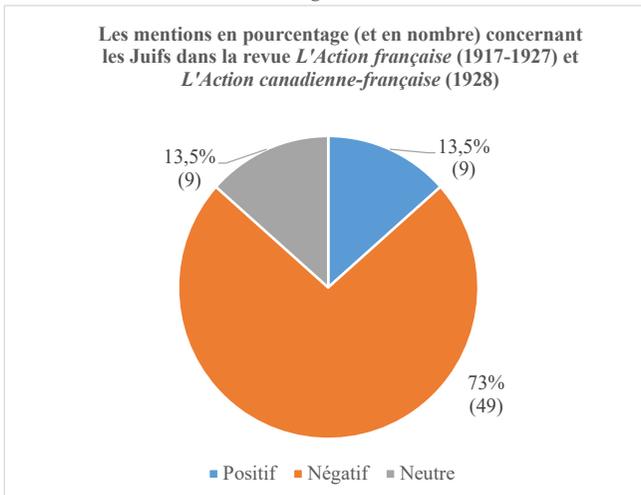


Figure 3

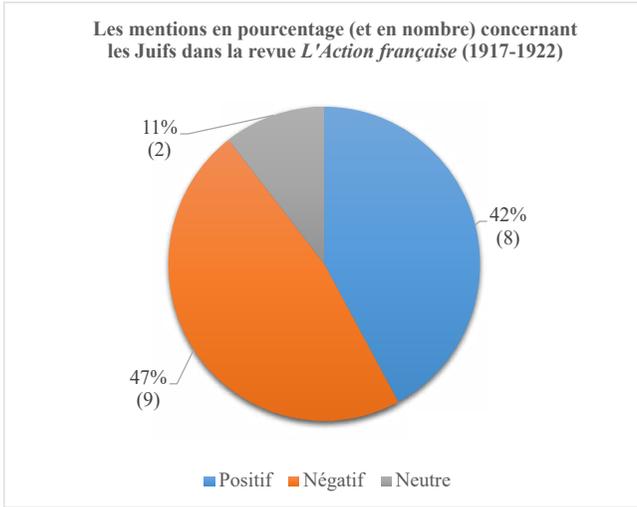


Figure 4

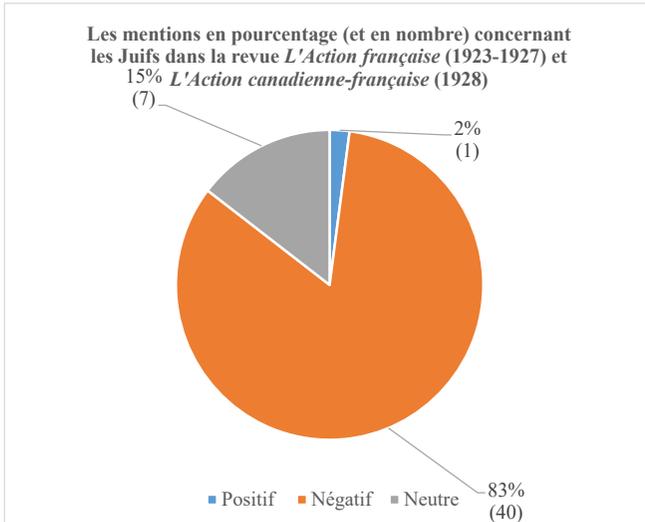
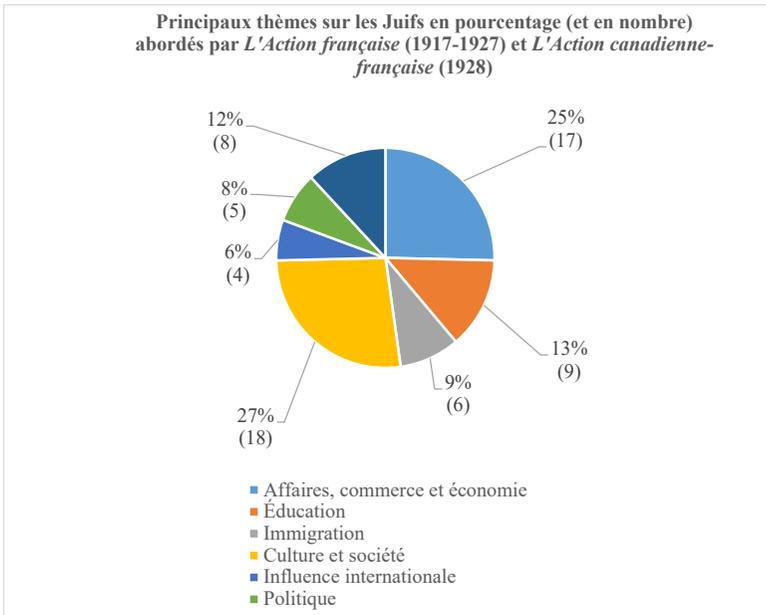


Figure 5



1

« Pétition pour renommer la station de métro Lionel-Groulx au nom d'Oscar Peterson », *Le Devoir*, 24 juin 2020. <https://www.ledevoir.com/societe/transports-urbanisme/581337/petition-pour-renommer-la-station-de-metro-lionel-groulx-au-nom-d-oscar-peterson> Consulté le 1^{er} mars 2021. « Une pétition pour que la station Lionel-Groulx conserve son nom est lancée », *La Presse*, 29 juin 2020. <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2020-06-29/une-petition-pour-que-la-station-lionel-groulx-garde-son-nom-est-lancee.php> Consulté le 1^{er} mars 2021.

2

Parmi les travaux plus récents qui ont abordé la vie et l'héritage intellectuel de Lionel Groulx, voir Gérard Bouchard, *Les deux chanoines, Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Boréal, 2003; Frédéric Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Sillery, Septentrion, 2003; Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières, Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, éditions Hurtubise, HMH, 2004 et Charles-Philippe Courtois, *Lionel Groulx: l'intellectuel le plus influent de notre histoire*, Montréal, Éditions de L'Homme, 2017.

3

Pierre Trépanier, « Le maurassisme au Canada français », *Les Cahiers des dix*, vol. 53 (1999), p. 178-180 et 228-230. Voir aussi Pierre Trépanier, *Qu'est-ce que le traditionalisme?*, causerie-débat tenue à Montréal, le samedi 8 juin 2002, Club du 3-Juillet, 53 p.

4

Au sujet des mutations du nationalisme dans l'après-guerre, voir Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution: Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960*, Kingston, 1985; Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet 1944-1969*, Québec, 1993 et Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2007.

5

Voir Gérald-Adéland Fortin, *An Analysis of the Ideology of a French Canadian Nationalist Magazine: A Contribution to the Sociology of Knowledge*, thèse de doctorat (sociologie), Cornell University, 1954; Louis-Philippe Jolicoeur, *L'Action française de Montréal (1917-1928)*,

mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1959; Jean-Louis Roy, *Maître chez nous, Dix années d'Action française de Montréal (1917-1927)*, Montréal, Leméac, 1968 et Donald Smith, « *L'Action française 1917-1921* », dans Fernand Dumont (dir.), *Les idéologies du Canada français (1900-1929)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, p. 345-367; Ginette Bour, *L'Action française de Montréal, mémoire de maîtrise (études françaises)*, Université McGill, 1977 et Catherine Pomeyrols, « Les intellectuels nationalistes québécois et la condamnation de *L'Action française* », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, vol. 73 (janvier-mars 2002), p. 83-98.

6

Voir à ce sujet, Susan Mann, *Lionel Groulx et L'Action française, Le nationalisme canadien-français dans les années 1920*, Collection Études québécoises, Montréal, VLB, 2005. Jean-Claude Dupuis a rédigé sa thèse de maîtrise sur le nationalisme de *L'Action française* et a rédigé par la suite de nombreux articles sur la question du nationalisme de *L'Action française*. Voir Jean-Claude Dupuis, *Nationalisme et catholicisme, L'Action française de Montréal (1917-1928)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1992. Jean-Claude Dupuis, « La pensée économique de *L'Action française 1917-1928* », *Revue d'histoire de l'Amérique française* (RHAF), vol. 47, n° 2 (automne 1993), p. 193-219; Jean-Claude Dupuis, « La pensée religieuse de *L'Action française de Montréal (1917-1928)* », *Études d'histoire religieuse*, vol. 59 (1993), p. 73-88 et Jean-Claude Dupuis, « La pensée politique de *L'Action française de Montréal (1917-1928)* », *Cahiers de l'histoire du Québec au XX^e siècle*, vol. 2 (été 1994), p. 27-43. Pour une comparaison, entre *L'Action française* de Montréal et de Paris, voir Charles-Philippe Courtois, *Trois mouvements intellectuels québécois et leurs relations françaises: « L'Action française », « La Relève » et « La Nation »*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal (UQAM) et Institut d'études politiques de Paris, 2008, p. 100-340. Pour un bilan de l'influence de *L'Action française* de Montréal, voir Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec (1896-1929)*, Montréal, Fides, 2004, p. 140-165.

7

Pascale Ryan, *Penser la nation, La Ligue d'action nationale (1917-1960)*, Montréal, Leméac, 2006.

8

Michel Bock, « “Le Québec a charge d’âmes” : L’Action française de Montréal et les minorités françaises (1917-1928) », *Revue d’histoire de l’Amérique française* (RHAF), vol. 54, n° 3 (hiver 2001), p. 345-384.

9

Mann, *Lionel Groulx et L’Action française*, p. 110-116 et Lamonde, *Histoire sociale des idées*, p. 150-155.

10

Courtois, *Trois mouvements intellectuels québécois*, p. 281-282 et 291-292. Jean-Claude Dupuis a relevé 35 articles sur les Juifs entre 1917 et 1928, dont 4 portant spécifiquement sur les Juifs, sur un total de 1500 écrits au cours de cette période. Jean-Claude Dupuis, *Un combat identitaire, L’Action française de Montréal (1917-1928)*, Lévis, Fondation littéraire Fleur de Lys, 2013, p. 62. <https://manuscritdepot.com/a/jean-claude-dupuis.1.htm>

11

Gavin I. Langmuir, *Toward a Definition of Antisemitism*, Berkeley, University of California Press, 1990.

12

Saul Friedländer, *Nazi Germany and the Jews*, New York, HarperCollins, 1997, p. 84-87.

13

Voir Marc Hébert, « *Le Soleil, Le Quebec Chronicle Telegraph* et l’immigration juive 1925-1939 », *Canadian Jewish Studies/Études Juives Canadiennes*, vol. 3 (1995), p. 55-87; Olivier Côté, « Nouveau regard sur l’antisémitisme : enquête sur la position de cinq quotidiens canadiens-français au sujet de la question juive en Allemagne (1935-1939) », *Bulletin d’histoire politique*, vol. 15, n° 1, (automne 2006), p. 243-261; David Rajotte, « Les Québécois, les Juifs et l’immigration durant la Seconde Guerre mondiale », *Bulletin d’histoire politique*, vol. 16, n° 1 (automne 2007), p. 259-270; Pierre Anctil, « *À chacun ses Juifs* » : 60 éditoriaux pour comprendre l’attitude du Devoir à l’égard des Juifs (1910-1947), Québec, Septentrion, 2014 et Sandra Dubé, « “Personne n’est antisémite, mais tout le monde est opposé à l’immigration” : Les discours des responsables politiques québécois sur les réfugiés juifs, 1938-1945 », *Globe*, vol. 18, n° 1 (2015), p. 87-109.

14

Voir Esther Delisle, *Antisémitisme et nationalisme d’extrême-droite dans la province de Québec, 1929-1939*, thèse de doctorat, Université Laval, 1992. Voir aussi Michael Oliver, *The Social and Political Ideas of French Canadian Nationalists, 1920-1945*, Montreal, McGill University, 1957; Lita-Rose Betcherman, *The Swatiska and the Maple Leaf: Fascist Movements in Canada in the Early Thirties*, Toronto, 1975 et Michael Brown, *Jew or Jui? Jews, French Canadians, and Anglo-Canadians, 1759-1914*, Philadelphia, Jewish Publications Society, 1987.

15

L’histoire des représentations sociales constitue une sous-discipline de l’histoire des mentalités qui a pour but d’étudier comment les individus et les groupes se sont représenté le monde qui les entoure. Voir Carlo Ginzburg, « Représentation : le mot, l’idée, la chose », *Annales : économies, sociétés, civilisations*, t. 46, n°6 (1991), p. 1219-1234; Alain Corbin, « Le vertige des foisonnements, esquisse panoramique d’une histoire sans nom », *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, 39/1 (1992), p. 103-126; Roger Chartier, « Le monde comme représentation », dans Roger Chartier (dir.), *Au bord de la falaise, L’histoire entre certitudes et inquiétudes*, Paris Albin Michel, Bibliothèque histoire, 1998, p. 67-86 et Michel Vovelle, « Histoire et représentations », dans Jean-Claude Ruano-Borbalan (dir.), *L’histoire aujourd’hui, Nouveaux objets de recherche, Courants et débats, Le métier de l’historien*, Auxerre, Éditions Sciences humaines 1999.

16

À des fins de simplification, nous ferons toujours référence dans le texte à *L’Action française* (AF) pour analyser les articles de *L’Action française* (AF) et de *L’Action canadienne-française* (ACF).

17

La création d’organisations, d’associations et de journaux au cours de cette période comme la Société du parler français (1902), La ligue nationaliste canadienne (1903), l’Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC) (1904), les quotidiens *Le Devoir* (1910) et *Le Droit* (1913), l’Association canadienne-française d’éducation de l’Ontario, (ACFÉO) (1910), l’École sociale populaire (ESP) (1911) et la Ligue des droits du français (1913) témoigne de ce renouvellement de la pensée nationaliste canadienne-française.

18

Au lendemain du Congrès de la langue française, en 1912, le Jésuite Joseph-Papin Archambault fonde la Ligue des droits du français pour défendre les droits constitutionnels, culturels et linguistiques des Canadiens français au pays et redresser la situation du français notamment à Montréal en encourageant l'usage du français dans l'espace public qui tendait, surtout dans la sphère économique, à céder le pas à l'anglais.

19

Nicole Gagnon, « Sur le présumé maurassisme de Lionel Groulx », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle*, vol. 8, 1997, p. 88-93 ; Olivier Dard, « De la rue de Rome au Canada français : influences ou transferts ? », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 8 (1), 2007, p. 7-66 et Michel Bock, « Le rapport des groulxistes au politique, Entre méfiance et tentation », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n° 129 (janvier 2016), p. 27-42

20

Voir à ce sujet, Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, p. 167-190.

21

Rosaire Morin, « Histoire de L'Action nationale », *L'Action nationale*, vol. XCII, n° 1 (janvier 2002), p. 21-26.

22

Au sujet du catholicisme social au Québec, voir Frédéric Boily, « Une figure du catholicisme social canadien-français de l'entre-deux-guerres : le père Joseph-Papin Archambault s. j. », *Mens, Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 1, n° 2 (printemps 2001), p. 141-161 et Jean-Philippe Warren, « La découverte de la question sociale, Sociologie et mouvements d'action jeunesse canadiens-français », *Revue d'histoire de l'Amérique française* (RHAF), vol. 55, n° 4 (printemps 2002), p. 539-572.

23

Les dix enquêtes sont « Nos forces nationales » (1918), « Les précurseurs » (1919), « Comment servir » (1920), « Le problème économique » (1921), « Notre avenir politique » (1922), « Notre intégrité catholique » (1923); « L'ennemi dans la place » (1924), « Le bilinguisme » (1925), « La doctrine de L'Action française » (1926) et « L'éducation nationale » (1927).

24

Les articles de *L'Action française* sur l'éducation portent surtout sur le jugement du Conseil privé de Londres, la plus haute instance judiciaire, de l'Empire britannique, qui devait en 1928, examiner la constitutionnalité de la création d'une commission scolaire juive. Les auteurs défendent pour la plupart le caractère confessionnel - et chrétien - du système scolaire québécois et s'opposent à la création d'une commission scolaire juive. Au sujet des débats scolaires sur cette question, voir Arlette Corcos, *Montréal, les Juifs et l'école*, Sillery, Les éditions du Septentrion, 1996.

25

Au sujet de l'antijudaïsme, voir James Connolly, *From Enemy to Brother: The Revolution in Catholic Teaching on the Jews (1933-1965)*, Cambridge, Mass. Harvard University Press, 2001 et James Carroll, *Constantine's Sword: The Church and the Jews*, New York, Houghton, Mifflin Harcourt, 2001.

26

Voir Henri D'Arles, « La déportation des Acadiens », *AF*, décembre 1917, p. 1 et 29. Ainsi, le Franco-américain, Henri D'Arles n'hésite pas à comparer l'exil des Juifs à Babylone en 587 avant Jésus-Christ à la déportation des Acadiens qui, à ses yeux, comportent tous les deux un caractère presque providentiel.

27

Les Machabées sont une famille juive, dirigée par le prêtre Mathathias et ses fils, qui menèrent une révolte contre les politiques d'hellénisation de la dynastie des Séleucides et fondèrent la dynastie des Hasmonéens.

28

Charles Dollard, « Le rôle du prêtre franco-américain », *AF*, mai 1922, p. 282. Georges Duplessis prend lui aussi en exemple le cas des Juifs de l'Antiquité, mais arrive à des conclusions fort différentes. Pour lui, les Canadiens français doivent prendre garde à défendre leur foi, leur langue et leurs traditions afin de ne pas subir le sort des Juifs, dont la plupart ont été absorbés par la culture grecque et romaine. Georges Duplessis, « Américanisation et action française », *AF*, juin 1920, p. 274-281.

29

Charles Dollard, « Le rôle du prêtre franco-américain », *AF*, mai 1922, p. 281.

30

André Lacroix, « Le problème industriel du Canada français », *AF*, octobre 1922, p. 243. Voir aussi Arthur Curotte, « Les conditions de notre avenir », *AF*, juin 1921, p. 262-271.

31

Voir Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains, 1918-1929*, Collection Les cahiers de l'histoire de l'Université Laval, Québec, Presses de l'Université Laval (PUL), n° 20, 1976 et Bernard L. Vigod, *Taschereau*, Sillery, Les éditions du Septentrion, 1996.

32

Émile Benoît, « L'ennemi dans la place, La fuite de notre capital », *AF*, mai 1924, p. 262.

33

Georges Pelletier, « Les obstacles économiques à l'indépendance du Canada français », *AF*, août 1922, p. 66-67.

34

Antonio Perrault, « Le problème économique, Aspect moral », *AF*, février 1921, p. 67-85.

35

François Vézina, « Patriotisme et affaires », *AF*, février 1920, p. 58.

36

Au sujet de la doctrine économique de *L'Action française*, voir Édouard Montpetit, « Nos forces économiques », *AF*, novembre 1918, p. 482-509 et Édouard Montpetit, « L'indépendance économique des Canadiens français », *AF*, janvier 1921, p. 4-21. Lionel Groulx, « Le problème économique, Notre consultation de 1921 », *AF*, décembre 1921, p. 558-565. Voir aussi Esdras Minville, « Les Américains et nous », *AF*, août 1923, p. 97-105 et Esdras Minville, « L'ennemi dans la place, Le capital étranger », *AF*, juin 1924, p. 323-349.

37

Voir Harold Bérubé et Olivier Lemieux, « "Un petit examen de conscience" : Joseph-Papin Archambault et la reconquête linguistique de Montréal (1912-1922) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 24, n° 3 (printemps 2016), p. 51-64.

38

Pierre Homier, « Le bilinguisme, Le bilinguisme dans le commerce et l'industrie », *AF*, décembre 1925, p. 333-334.

39

Olivar Asselin, « Problème économique, Les lacunes de notre organisation économique », *AF*, mars 1921, p. 143.

40

« La doctrine de L'Action française, Industrie et commerce », *AF*, octobre 1927, p. 215.

41

Au sujet du discours libéral en matière économique, voir Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté, Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988. Claude Couture, *Le mythe de la modernisation du Québec, des années 1930 à la Révolution tranquille*, Montréal, Méridien, 1991. Alain Lacombe, *Errol Bouchette, 1862-1912, Un intellectuel*, Montréal, Fides, 1997.

42

« Le patriotisme dans les affaires », *AF*, août 1924, p. 9. Voir aussi « De la rente du 1er avril 1923 », *AF*, avril 1923, p. 215.

43

Voir J. E. Gendreau, « Le problème économique et l'enseignement supérieur scientifique », *AF*, novembre 1921, p. 642-657. Antonio Perrault, « Les professions libérales », *AF*, mars 1920, p. 97-111. « Études des sciences sociales », *AF*, septembre 1922, p. 129.

44

Alfred Charpentier, « L'ouvrier », *AF*, juin 1920, p. 243. Voir aussi un court texte non signé sur les Juifs à la faculté de droit de l'Université de Montréal cette fois-ci à caractère antisémite qui dénonce leur surreprésentation parmi les cohortes d'étudiants, « Et ça? », *AF*, décembre 1926, p. 367.

45

Charpentier, « L'ouvrier », p. 368.

46

Jacques Brassier, « Nous faut-il plus d'anglais? », *AF*, décembre 1927, p. 389-390.

47

Au sujet du discours de l'Église catholique sur la ville au Québec, voir Harold Bérubé, « "À travers la vie courante": Nationalisme, catholicisme et urbanité dans le Québec de l'entre-deux-guerres (1912-1929) », *Chrétiens et sociétés XVI^e-XXI^e siècles*, vol. 21 (2014), p. 79-95.

48

Louis-Adolphe Paquet, « Nos forces, Notre foi », *AF*, janvier 1918, p. 3-12; Louis Lalande, « Nos forces, La revanche des berceaux », *AF*, mars 1918, p. 98-108; Esdras Minville, « La défense de notre capital humain, Le réservoir de la race », *AF*, mai 1926, p. 258-265; Alexandre Dugré, « La défense de notre capital humain, Par la colonisation », *AF*, septembre 1926, p. 130-153; « La doctrine de L'Action française, Agriculture et colonisation », *AF*, septembre 1927, p. 130-144.

49

Voir Un instituteur, « L'enseignement antialcoolique s'impose », *AF*, janvier 1922, p. 47-49; Émile Bruchési, « Notre intégrité catholique », *AF*, mars 1923, p. 258-270; « Le problèmes de notre vie morale », *AF*, juillet 1927, p. 5-16 et Joseph-Papin Archambault, « Le dimanche dans le Québec », *L'Action canadienne-française (ACF)*, janvier 1928, p. 4-21.

50

Libre, « Pour que nous restions français, Lectures obligatoires pour l'homme intelligent », *AF*, septembre 1923, p. 184. Voir aussi « Le problème juif et le principe des nationalités, Ce qu'il faut lire », *AF*, février 1924, p. 119; « Nouveautés françaises, La victoire d'Israël », *ACF*, septembre 1928, p. 19 et « Nouveautés françaises, La crise du théâtre », *ACF*, septembre 1928, p. 18.

51

Ferdinand Bélanger, « La mauvaise presse », *AF*, août 1924, p. 5-18.

52

Esdras Minville, « L'ennemi dans la place, Le capital étranger », *AF*, juin 1924, p. 341.

53

Le Protocole des Sages de Sion est un faux document publié dans la Russie tsariste au début du 20^e siècle qui livrait le plan de conquête mondiale orchestré par les Juifs et les Francs-maçons et qui s'appuyait sur la modernisation économique et le capitalisme. Voir Norman Cohn, *Warrant for genocide. The myth of the Jewish world-conspiracy and the Protocols of the elders of the Zion*, New York, Harper & Row, 1967 et Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion*, Paris, Berg, international, 1992.

54

Harry Bernard, « Théâtre et cinéma », *AF*, juillet 1927, p. 74.

55

Bernard, « Théâtre et cinéma », p. 76.

56

Bernard, « Théâtre et cinéma », p. 78-80.

57

« Mot d'ordre, C'est l'heure! », *AF*, janvier 1927, p. 3. Voir aussi Jacques Brassier, « Veut-on nous pousser au fascisme? », *AF*, janvier 1927, p. 167-169 et Hermas Bastien, « Le cinéma déformateur », *AF*, mars 1927, p. 167-169.

58

Pour plus de détails sur l'incendie du Laurier Palace, André-G. Bourassa et Jean-Marc Larrue, *Les Nuits de la Main*, Montréal, VLB, 1993, p. 273 et Magda Farhni, « Glimpsing Working-Class Childhood through the Laurier Palace Fire of 1927 : The Ordinary, the Tragic, and the Historian's Gaze », *The Journal of the History of Childhood and Youth*, Vol. 8, n° 3 (Fall 2015), p.426-450.

59

Anatole Vanier, « La question juive », *AF*, octobre 1925, p. 260 et « Allocution de l'abbé Groulx, Causerie de M. Vanier », *ACF*, décembre 1928, p. 385. Voir aussi Joseph-Papin Archambault, « Le dimanche dans le Québec », *ACF*, janvier 1928, p. 4-21.

60

« Allocution de l'abbé Groulx, Causerie de M. Vanier », p. 392. Voir aussi « Mot d'ordre, Aux catholiques d'y voir! », *AF*, novembre 1927, p. 257.

61

De 1920 à 1930, 130 000 Canadiens français franchissent la frontière pour aller surtout travailler dans les manufactures de la Nouvelle-Angleterre contre 80 000 une décennie plus tôt. Yolande Lavoie, *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1830-1930*, Montréal, Éditions du Boréal Express; Paris, Musée national de l'Homme, 1984, p. 78. Au sujet de l'émigration canadienne-française aux États-Unis, voir Ralph Dominic Vicero, *Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900 : A Geographical Analysis*, thèse de doctorat (géographie), Université du Wisconsin, 1968 et Yves Roby, *Les Franco-Américains de*

la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930, Sillery, Les éditions du Septentrion, 1990.

62

« Les enquêtes de L'Action française, La vie de L'Action française », *AF*, novembre 1925, p. 326-327; Anatole Vanier, « La doctrine de L'Action française », *AF*, décembre 1926, p. 248-265; Anatole Vanier, « L'immigration, les fonds publics et nous », *AF*, mai-juin 1927, p. 302-304; Hermas Bastien, « Pour la famille nombreuse », *AF*, août 1927, p. 114-120; « La doctrine de L'Action française, Les modes d'actions nationales », *AF*, décembre 1927, p. 320-352; Charles Gauthier, « L'immigration et son enquête », *ACF*, juillet 1928, p. 4-17 et Alexandre Dugré, « Comment orienter l'immigration », *ACF*, août 1928, p. 73-90.

63

Jacques Dumont, « L'Actualité politique », *AF*, avril 1928, p. 239-240. Voir aussi Joseph Bruchard, « Préparons le recensement », *AF*, mars 1921, p. 152-164.

64

Joseph Bruchard, « Le Canada français et les étrangers », *AF*, octobre 1922, p. 206. Voir aussi « Franciser nos immigrés dans le Québec », *AF*, novembre 1926, p. 273.

65

Ben Halpern, « What is antisemitism », *Modern Judaism*, Baltimore, vol. 1, 1981, p. 251-262.

66

Pierre Anctil, « Le Devoir et les Juifs, Complexités d'une relation sans cesse changeante (1910-1963) », *Globe, Revue internationale d'études québécoises*, vol. 18, n° 1 (2015), p. 169-201.